

# Faut-il distribuer des centaines de milliards d'argent public pour sauver le capitalisme ?

Tract Solidaires sur le contexte actuel

samedi 8 novembre 2008, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2008).

## Sommaire

- [Rendez nous nos milliards !](#)
- [Pendant la crise, les mauvais](#)

Depuis un mois, toutes les institutions (Etats, Union Européenne, Banque mondiale, etc.) distribuent les milliards à tour de bras pour « sauver le système de la crise qu'il traverse ». Les média nous annoncent chaque jour des dizaines ou centaines de milliards de plus !

Quand vraiment l'obscénité de la situation est trop grosse, on nous explique qu'il s'agit en partie d'argent virtuel. Mais quand bien même : cet « argent virtuel », on aimerait l'utiliser autrement. Parce que cet « argent virtuel », c'est le même qui paraît-il manque, lorsqu'ils veulent bloquer nos salaires, accroître la précarité, remettre en cause le droit à la retraite, casser la sécurité sociale, abandonner les services publics (hôpitaux, éducation, poste, transports, énergie, etc.) !

Après des dizaines d'années de bataille idéologique pour tenter de nous convaincre que la seule réalité possible c'est le marché, la libre concurrence, les privatisations, ... quand les bénéficiaires du système sont en difficulté, ils redécouvrent les bienfaits des aides publiques, mais pour leurs seuls intérêts privés.

**Privatiser les profits, socialiser les pertes, demeure un principe de base du système économique capitaliste.** C'est pour cela que ces centaines de milliards d'euros ne sont pas utilisés pour lutter contre la faim dans le monde, pour loger celles et ceux qui survivent sans toit, pour créer des emplois stables, améliorer les conditions de travail ou pour augmenter les salaires.

## Ou se poser la question de construire un autre système économique ?

Au contraire, sous prétexte de leur crise, patrons et gouvernement essaient de nous pressurer encore plus ! Nous pouvons refuser : **exigeons une autre répartition de richesses que nous produisons.** Par notre travail, nous contribuons tous à la richesse collective. Le système actuel est organisé pour que quelques uns s'accaparent la majeure partie du profit permis par le travail de tous.

Les bas salaires, le chômage, la misère des retraites, etc. ne sont pas une fatalité mais la conséquence de choix de société. C'est cela qu'il faut remettre en cause : dans les entreprises, dans les quartiers, discutons ensemble des revendications dont nous devons exiger satisfaction, et aussi de l'organisation même du travail, des services collectifs, etc.

**C'est leur système qui est en crise, et ils veulent nous le faire payer !**

## **Rendez nous nos milliards !**

Pas de licenciement, de chômage technique, de blocage des salaires : utilisons ainsi les milliards accumulés depuis des années, au lieu de les donner aux banques et actionnaires.

**Les syndicats de l'Union syndicale Solidaires regrettent la très grande timidité du mouvement syndical face à cette situation. Répondre aux attaques est nécessaire, mais maintenant il faut aussi prendre l'offensive !**

L'Union syndicale Solidaires

- Soutient toutes celles et tout ceux qui luttent dans leurs secteurs professionnels (industrie, commerce, sans-papiers, cheminots, postiers, enseignants, hospitaliers, ... les grèves et manifestations sont nombreuses).
- Travaille à unifier ces luttes : ensemble, nous sommes plus forts.
- Appelle les militants syndicaux de toutes les organisations à débattre ensemble, à décider d'actions à la hauteur des enjeux.
- Regrette qu'à ce jour la plupart des organisations refuse toute action interprofessionnelle, et que la seule initiative prise soit une « semaine de mobilisation avec un temps fort le 26 novembre ».

Nous ne négligeons aucune chance de construire l'action interprofessionnelle qui est indispensable pour gagner ; c'est pourquoi nous avons indiqué à la CGT notre accord pour y travailler ensemble

*Le 15 novembre, à 14 heures 30, dans le cadre d'une journée d'action internationale le Collectif de Résistance Alternative à la Crise appelle à manifester devant la Bourse à Paris.*

**Nous manifesterons massivement dans tout le pays, le samedi 22 novembre, à l'appel des fédérations syndicales de postiers et du comité national pour un referendum contre la privatisation : le gouvernement doit renoncer définitivement à changer le statut de La Poste, et donner les moyens nécessaires au service public pour qu'il se développe.**

le vendredi 7 novembre 2008

---

## **Pendant la crise, les mauvais coups continuent !**

### **UNION SYNDICALE SOLIDAIRES**

Communiqué

Après avoir en catimini repoussé à 65 ans l'âge de départ à la retraite pour le personnel navigant des compagnies aériennes, la majorité UMP de l'Assemblée nationale vient de voter vendredi tard dans la nuit le report à 70 ans de la retraite pour tous les salariés. De plus, a été votée aussi l'entière possibilité du cumul emploi-retraite. Ces deux mesures s'inscrivent dans une logique doublement mortifère.

D'une part, elles présupposent une baisse importante du niveau des pensions.

En effet, alors que les conditions de travail se détériorent et que de nouvelles pathologies liées à cette dégradation apparaissent, seule une telle baisse pourra pousser les salariés à “vouloir” travailler plus longtemps ou à “vouloir” cumuler leur retraite avec un emploi.

D'autre part, de telles mesures reviennent à remettre en cause la solidarité entre les générations. En effet, si les actifs paient les pensions des retraités, en contrepartie, les salariés âgés doivent laisser leur place sur le marché du travail aux nouvelles générations. Cette exigence est d'autant plus forte que le chômage de masse perdure et est même en train de remonter. Au nom d'un soi-disant libre choix, décaler l'âge de départ à la retraite revient à préférer entretenir le chômage des jeunes plutôt que de payer des retraites.

L'Union syndicale Solidaires condamne ces mesures prises, de plus, sans aucune concertation sociale. Elles montrent que le discours du président de la République sur la nécessité de moraliser le capitalisme n'empêche pas que continuent les attaques contre les droits des salariés. Dans cette situation, la mobilisation sociale reste plus que jamais à l'ordre du jour !

Le lundi 3 novembre 2008